# Appels urgents

ACAT agit

# Ouzbékistan

## Peines prolongées arbitrairement pour des défenseurs des droits de l'homme

De gauche à droite : Ganikhon Mamatkhanov, Isroiljon Kholdorov et Solijon Abdurakhmanov

L'ACAT est extrêmement préoccupée par la situation de trois prisonniers ouzbeks maintenus en détention arbitraire en raison de leurs activités en faveur des droits de l'homme.

Le défenseur des droits de l'homme, Ganikhon Mamatkhanov, devait être libéré en mars 2014 après cinq ans de prison. L'administration pénitentiaire l'a placé à l'isolement et a prolongé sa peine de trois années supplémentaires pour « violation des règles pénitentiaires » car « il était allé aux toilettes sans autorisation » à trois reprises.

De la même façon, Isroiljon Kholdorov, responsable du bureau d'Andijan pour l'ONG Ezgulik, emprisonné depuis 2007 pour avoir donné des informations aux médias internationaux sur des charniers à la suite du massacre d'Andijan, a vu sa peine prolongée jusqu'en 2015 au moins, car « il ne se levait pas quand il était appelé » ou refusait de soulever un objet lourd à la demande d'un gardien de prison.

L'état de santé du journaliste Solijon Abdurakhmanov, détenu depuis six ans, est très préoccupant. Selon un proche qui a pu lui rendre visite « il est très malade et a l'air au plus mal ». Actuellement détenu à la prison de Qarshi, il ne serait plus frappé ou torturé, mais il subit les séquelles psychologiques et physiques des actes infligés précédemment à la prison de Navoi. Il souffre notamment d'un ulcère intestinal. Il a récemment été placé à l'isolement et s'est vu refuser des transferts à l'hôpital pénitentiaire malgré son état de santé.

COURRIER de l'ACAT
magazine chrétien des droits de l'homme

N° 327 Juillet- août 2014
Supplément au *Courrier de l'ACAT* ne peut être vendu séparément
Directeur de la publication : François Picart, président de l'ACAT
Impression ACAT - CPPAP n° 1112 g82814 - ISSN 0519417

# Ouzbékistan

## Contexte

L'Ouzbékistan est l'un des États les plus répressifs de l'espace postsoviétique. Le président Islam Karimov est à la tête du pays depuis près de vingt-cinq ans et a mis en place un régime autoritaire. Tous les partis d'opposition sont interdits. Le moindre courant dissident est réprimé. Toute dénonciation des pratiques du régime de la part de défenseurs des droits de l'homme ou de journalistes est sévèrement punie. Depuis 2001 et le début de la lutte internationale contre le terrorisme, le régime utilise la « menace islamiste » pour renforcer la répression, notamment à l'encontre des mouvements musulmans qui ne sont pas contrôlés strictement par l'État.

### Torture endémique

Dans une prison ouzbèke

Les agents de police, les membres des forces de sécurité et le personnel pénitentiaire ont systématiquement recours à la torture et aux mauvais traitements, en violation de la Convention des Nations unies contre la torture, à laquelle est partie l'Ouzbékistan.

Les méthodes utilisées sont généralement des coups de matraque ou de bouteille remplie d'eau, des chocs électriques, l'asphyxie en plaçant la tête de la victime dans des sacs plastiques ou des masques à gaz, les intimidations à caractère sexuel et des menaces de représailles à l'encontre des proches de la victime.

Les personnes arrêtées sont souvent frappées dès leur placement en garde à vue pour leur extorquer des aveux ou des faux témoignages. En prison, les conditions de détention sont préoccupantes et la torture est particulièrement utilisée pour punir et briser les prisonniers.

Sources de l'Appel urgent
Ezgulik, Jarayon, Association pour les droits de l'homme en Asie centrale

## Mode d'emploi

1. **Signer les lettres jointes.**
2. **Les expédier, au plus vite, à l'adresse indiquée (Tarifs postaux : France 0,61 € / UE 0,83 € / reste du monde 0,98 €).**
3. **Si possible, envoyer une copie de votre lettre à l'ambassade du pays concerné.**